

matière de commerce et d'investissement à la fois plus sûres et plus ouvertes.

Pourtant, l'intérêt des négociations avec le Chili ne réside pas dans cette logique traditionnelle, quoique celle-ci conserve son importance.

Plus essentiellement, ces négociations constituent un test, car il s'agit de savoir si l'ALENA, grâce à sa clause d'accession, peut s'affirmer comme un instrument dynamiquement axé vers l'extérieur et susceptible de jouer le rôle central en vue de l'instauration du libre-échange à l'échelle des Amériques d'ici à 2005. En d'autres termes, si les pays de l'ALENA et le Chili sont capables de réaliser sans problèmes l'accession de ce dernier, notre crédibilité s'en trouvera grandement renforcée.

Mais s'il devait y avoir des obstacles, ou si le processus déraillait, l'élan le plus dynamique en faveur du grand projet de 2005 serait perdu, au moins pour le moyen terme. L'avantage passerait alors à ceux qui voudraient voir s'établir une zone de libre-échange plus modeste et restrictive, limitée à l'Amérique du Sud.

Du point de vue économique, la Colombie et l'Argentine pourraient être des candidats de choix pour l'ALENA, après l'accession du Chili. Elles présentent toutes deux un solide bilan au chapitre macroéconomique et en ce qui concerne la stabilité des taux de change, et leurs activités d'exportation sont à la fois équilibrées et dynamiques. Leur accession à l'ALENA, dans l'intégrité des droits et obligations qui en découlent, constituerait un progrès évident et concret, qui viendrait renforcer l'Accord et imprimer l'élan voulu pour faire démarrer de vraies négociations avec d'autres pays de l'hémisphère en vue de la ZLEA.

Fort ambitieux mais aussi fort nécessaire, nous devons également commencer à examiner dans le détail et en toute honnêteté l'élément dont dépend le succès ou l'échec du projet de ZLEA, c'est-à-dire le lien qui doit s'établir entre les pays de l'ALENA et leurs homologues du Mercosur ayant à leur tête l'Argentine et le Brésil. Les pays qui constituent ces deux groupes représentent ensemble le plus gros de la production, du commerce, de l'investissement et de la population des Amériques.

Le Comité sénatorial permanent des Affaires étrangères a exprimé récemment la crainte « que l'intention du Brésil d'établir une zone de libre-échange sud-américaine n'aboutisse un jour à la coexistence de deux zones de libre-échange exclusives, une en Amérique du Nord et l'autre en Amérique du Sud. Nous croyons que le Mercosur – et le Brésil en particulier – est la clé de la création de la zone de libre-échange des Amériques. En effet, le Brésil, dont l'économie est la plus importante d'Amérique